ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL

rassemble 60 Grands Mouvements dont l'activité se développe dans l'ensemble de la France et Outre-Mer, soit sur le plan politique, le plan économique, le plan syndical, le plan social ou le plan familial. Le Mouvement Poujade (U.D.C.A.) entre autres y participe au même titre que **l'Association de l'Entreprise à Capital Personnel**, le **Rassemblement Paysan**, l'Union des Syndicats Autonomes, l'Association des Sociétés à Responsabilité Limitée, les **Cercles de la Liberté**, le Mouvement Jeune France, le **Centre Social-Chrétien**, le Comité de Vigilance pour l'Indépendance Nationale, etc..., etc...

L'Union pour le Salut National constitue le FRONT DE DEFENSE DES LIBERTES qui s'élève :

Contre la Socialisation plus ou moins avouée et la Marxisation de la Vie Française

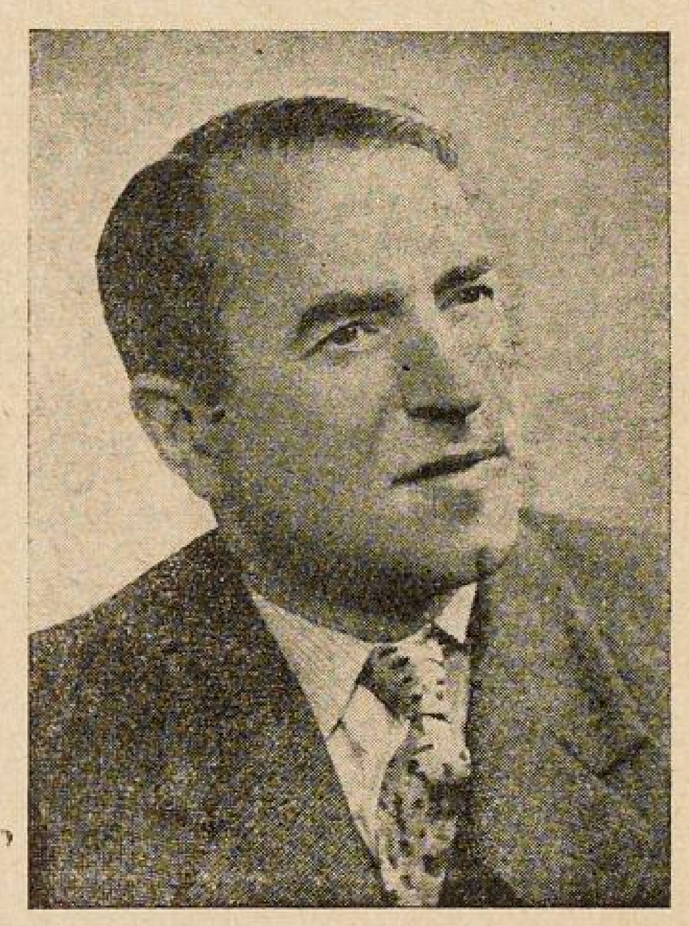
conduisant depuis vingt ans notre pays à la décadence.

L'Union pour le Salut National œuvre pour le maintien de l'Unité Française des deux côtés de la Méditerranée ET PRESENTE DANS LA 9me CIRCONSCRIPTION

UN HOMME NOUVEAU

LIBRE, INDÉPENDANT DE TOUS LES PARTIS n'ayant jamais appartenu à aucun,

Administrateur de l'Association de l'Entreprise à Capital Personnel 26, Place Tolozan, LYON



Jean PIAT

dont voici la déclaration électorale :

ELECTRICES et ELECTEURS,

En mai et septembre 1958, les Français ont montré qu'ils exigeaient un changement dans les institutions et qu'ils ne voulaient plus des hommes du système.

Mais ceux-ci ne sont pas de cet avis. Mis à la porte, les partis et les politiciens rentrent par la fenêtre. Ils se partagent les circonscriptions (toi ici, moi là). C'est ainsi que dans la 9me circonscription de Tarare, les Indépendants n'ont pas présenté de candidat pour laisser son siège au député M.R.P. sortant.

Si les électeurs n'y prennent garde, nous verrons de nouveau une législature du système, avec un ministère comme nous avons actuellement, allant de Guy MOLLET à PINAY et présidé par l'un ou par l'autre, suivant que les urnes et l'organisation des élections aura fait pencher la représentation des partis d'un côté plutôt que de l'autre.

Si les socialistes sont en tête, ils accentueront leur programme de collectivisation.

C'est dans ces conditions que l'Association de l'Entreprise à Capital Personnel a délégué quelques-uns de ses administrateurs pour intervenir dans la consultation électorale et vous permettre, électeurs et électrices, de réaliser votre désir de changement.

L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL a mis en tête de son programme : la solution du problème de l'Algérie dans le cadre de la volonté du peuple algérien exprimé le 13 Mai et par le référendum. Elle s'engage en outre à sauvegarder nos prometteuses richesses du Sahara, objet des convoitises étrangères, et à favoriser leur expansion qui doit contribuer pour une large part au redressement de notre économie.

En deuxième lieu, l'**UNION POUR LE SALUT NATIONAL** lutte et luttera contre la poursuite de la socialisation de la vie française au moyen du dirigisme et du planisme. Elle luttera notamment contre :

- — la socialisation des entreprises,
- — la socialisation de la paysannerie,
- — la socialisation des salaires,
- — la socialisation des revenus,
- — la socialisation de l'épargne.

Pour cela, elle veut ramener l'Etat à se consacrer à des activités bien définies, qui sont traditionnellement les siennes, en ne laissant subsister que six Ministères avec quelques Hauts-Commissariats pour animer les secteurs les plus importants, sans empiéter sur les secteurs **industriels, commerciaux, agricoles ou sociaux**, où il a fait la preuve depuis 1936 d'une incompétence et d'une irresponsabilité que toute la Nation condamne, hormis ceux qui vivent de ces désordres.

L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL veut imposer des économies massives par la suppression des organismes parasitaires pullulant dans tous les ministère, dans tous les départements, et qui n'ont d'autre but que de procurer aux amis du régime des sinécures, tout en assujettissant les Français à des formalités de paperasseries de plus en plus tracassières.

Nous voulons obtenir que le budget de la France soit géré comme celui d'une entreprise ou comme celui d'un ménage, c'est-à-dire avec le bon sens élémentaire, d'admettre que les dépenses doivent s'aligner sur les recettes possibles et ne pas les dépasser, au lieu que les recettes tendent toujours en vain à rejoindre des dépenses toujours multipliées.

Nous chercherons à redonner au pays une **monnaie saine**, qui devra être mise à l'abri de toutes les convoitises dirigistes ou démagogiques se terminant chaque fois par une dévaluation du poids théorique d'or que représente un Franc

Nous poursuivrons le dégonflage des prix par la diminution de la fiscalité et des charges, afin de faire profiter les consommateurs des avantages du progrès technique.

Nous demanderons aux Français de renoncer à l'illusion de l'Etat-Providence, qui ne peut pas et ne pourra jamais leur donner le bonheur obligatoire pour tout le monde, l'exemple de cette illusion étant pris dans la crise du logement, où l'intervention de l'Etat a rendu le problème insoluble pour des catégories de Français de plus en plus nombreuss.

NOUS NOUS DRESSERONS SURTOUT CONTRE LA MISE EN ROUTE DU MARCHE COMMUN, QUI CONSTITUE LA PLUS GRAVE MENACE DIRIGEE CONTRE LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE NOTRE PAYS.

L'Association de l'Entreprise à Capital Personnel, qui me mandate pour solliciter vos suffrages, a toujours pris contre le Marché Commun générateur de chomage une position d'hostilité très nette, justifiée par ses nombreux articles dans notrejournal l' « Informateur » et par les interventions de ses délégués nationaux, dont je fais partie.

✶

En ce qui me concerne personnellement, en dehors des points généraux ci-dessus, je m'attacherai plus particulièrement :

● **A défendre la famille :** en proscrivant l'ambiance d'immoralité à laquelle no senfants sont soumis, notamment par les affiches et photos des annonces de spectacles, en obtenant la justice scolaire seule garantie de la liberté d'enseignement, en obtenant l'affectation aux **majorations des prestations familiales** des excédents du régime Allocations Familiales.

● A promouvoir la formation de **Caisses mutuelles de sécurité médicale et familiale** pour les travailleurs indépendants, commerçants et artisans et laissées à leur libre administration.

● A lutter **contre les abus de la statistique obligatoire** par une modification ou l'abrogation de la loi du 7 juin 1951, et à ramener les **formalités administratives** imposées aux entreprises et à tous les Français à celles qui existaient en 1938.

● A rendre à la France **sa vocation agricole**, en favorisant l'équipement des campagnes et le retour à la vie rurale des transplantés et déracinés, qui cherchent vainement des conditions de vie humaine dans les villes surpeuplées, en développant la production métropolitaine de marchandises actuellement importées, en provenance des trusts internationaux, et que notre agriculture peut produire. **A enrichir ainsi l'agriculture française de manière qu'elle devienne le premier client de l'industrie française.** En favorisant la réouverture ou la réemplantation des petites et moyennes industries, notamment textiles, dans les localités rurales pour offrir des emplois d'appoint à la jeunesse paysanne.

● A conserver jalousement les débouchés importants et **en pleine expansion** que constituent pour nos industries textiles les territoires de la Communauté Française et surtout l'Algérie.

● A obtenir pour cette industrie textile une fiscalité et des conditions de crédit qui en arrêtent l'agonie.

● A défendre et accroître pour nos industries, notamment pour l'industrie textile, les possibilités d'exportation qui sont à obtenir par : une ristourne des charges réalisée de manière simple et facile, la simplification à l'extrême des formalités d'exportation (un échantillon - un prix - une facture - un chèque), afin qu'avec les facilités de communication, chaque petite et moyenne entreprise, dotée du service commercial le plus réduit (le patron et une secrétaire-facturière) se découvre une vocation exportatrice, au lieu d'être rebutée par le labyrinthe des formalités, la complexité des paperasses et la nécessité de mettre périodiquement au feu un stock d'imprimés de modèle périmé par un nouveau (à la grande satisfaction des marchands de papier et des imprimeurs agréés !).

● A décharger les commerçants du rôle de collecteurs d'impôts que la fiscalité actuelle leur fait abusivement remplir.

● A interdire le renouvellement de toute manœuvre massive d'aspiration-refoulement des billets en circulation, comme celle dont nous subissons le 2e temps : 450 milliards de « fausse monnaie » imprimée pour le gouvernement GAILLARD, qu'il faut « rapatrier » (suivant l'expression du Gouverneur de la Banque de France) en les prenant sur la masse du crédit du commerce de l'industrie et de l'agriculture, ce qui a occasionné directement la grave récession actuelle.

✶

En résumé, Electrices et Electeurs,

OU VOUS VOUS DEBARRASSEREZ DU « SYSTEME » en refusant l'affectation de vos voix que les **Indépendants** (partisans d'une économie libérale) et les autres partis non socialo-communistes prétendent, sans vous demander votre avis, faire apporter au M.R.P. (dirigiste impénitent, ancien allié des communistes à l'époque du tripartisme, promoteur du Marché Commun qui serait, et qui sera, peut-être, la ruine de cette circonscription).

ET VOUS CONTRIBUEREZ AINSI A CE QUE NOUS PUISSIONS GARDER L'ESPOIR D'UNE VIE LIBRE ET HEUREUSE POUR NOUS-MEMES ET POUR NOS ENFANTS.

Ou vous vous déclarerez satisfaits des fruits du « système » politico-dirigiste, du logement impossible, du beefsteack à 1.200 francs le kilo, du vin français disparu et remplacé par des breuvages en provenance de tous les pays et à 150 francs le litre, du chomage, etc...

Et de la perte accélérée des territoires d'outre-mer !

Sortez les Sortants !

Le Candidat : **Jean PIAT,**

Administrateur de l'Association de l'Entreprise à Capital Personnel,
Industriel, Fabricant de soieries,
Père de famille nombreuse (4 enfants),
Ancien Combattant (39-40),
Sous-Officier de Réserve.

La Suppléante : Mme Paule GOUILLOUX,
Industrielle en application sur tissus,
Mère de famille.

Nov. 1958

Imprimerie du Forez — F. Freynet — 17-19, rue du Jeu-de-l'Arc, Saint-Etienne (Loire)